

MESSAGE N° 276
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi sur
le Conseil de la magistrature (LCM)

29 août 2006

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi sur le Conseil de la magistrature.

1. NÉCESSITÉ DU PROJET

La Constitution cantonale du 16 mai 2004 (ci-après: Cst; RSF 10.1) prévoit plusieurs modifications de l'organisation du pouvoir judiciaire, dont les plus importantes sont les suivantes.

- La surveillance des autorités judiciaires et des membres de ces autorités est confiée à une autorité indépendante, le Conseil de la magistrature. Ce conseil, dont les membres sont élus par le Grand Conseil, doit entrer en fonction le 1^{er} juillet 2007 (art. 152 al. 1 Cst.).
- Les juges de première instance ainsi que le procureur général et ses substituts seront désormais élus par le Grand Conseil, comme le sont déjà les juges cantonaux, et non plus par le Collège électoral. Les candidatures aux fonctions judiciaires seront préavisées par le Conseil de la magistrature; l'élection se fera pour une durée indéterminée. Ce nouveau régime sera applicable dès le 1^{er} janvier 2008 (art. 152 al. 3 Cst.).
- Le Tribunal cantonal et le Tribunal administratif seront réunis en une seule autorité, le Tribunal cantonal unifié. Ce tribunal commencera ses activités le 1^{er} janvier 2008 (art. 152 al. 2 Cst.).

Pour concrétiser ces modifications, un avant-projet de loi a été élaboré et mis en consultation auprès des partis politiques et des autorités concernées. Cet avant-projet, qui prévoyait d'introduire toutes les nouveautés constitutionnelles dans la loi d'organisation judiciaire actuelle, a donné lieu à un certain nombre d'observations. Sur un plan général, d'aucuns ont regretté que l'on ne soit pas allé plus loin dans la révision de l'organisation judiciaire, notamment en accordant une certaine autonomie financière au pouvoir judiciaire et en procédant au regroupement d'arrondissements judiciaires. En ce qui concerne le Conseil de la magistrature, la crainte a été exprimée que cette autorité ne soit pas dotée des moyens nécessaires pour remplir sa mission en toute indépendance. Pour ce qui est de l'élection et du statut des juges, les dispositions proposées ont été jugées incomplètes et ont suscité de nombreuses observations de détail. S'agissant de la réunion des tribunaux supérieurs actuels en un Tribunal cantonal unifié, les deux tribunaux directement concernés aussi bien que d'autres organisations consultées ont insisté sur le fait que pour produire les effets de synergie escomptés, cette réunion devrait comporter une localisation commune sous un même toit. Enfin, sur un plan formel, l'on a souhaité que le Conseil de la magistrature fasse l'objet d'une loi spécifique, distincte de la loi d'organisation judiciaire.

Quand bien même les observations présentées étaient d'importance inégale, il est d'emblée apparu qu'il ne serait pas possible de retravailler l'ensemble de l'avant-projet et de le finaliser dans un délai permettant de le soumettre au Grand Conseil encore en 2006. Or, pour ce qui est du Conseil de la magistrature, dont la Constitution fixe l'entrée en fonction au 1^{er} juillet 2007, les dispositions y relatives devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier

2007, de manière que l'élection des membres de cette autorité, qui devra se faire en deux temps (art. 126 al. 2 Cst.), puisse avoir lieu au cours du premier semestre 2007.

Cela étant, le Conseil d'Etat a décidé de scinder l'avant-projet de loi en trois projets, qu'il est prévu de présenter successivement au Grand Conseil selon le calendrier suivant:

1. Projet de loi sur le Conseil de la magistrature: ce projet est transmis au Grand Conseil en septembre 2006.
2. Projet de loi sur l'élection des membres des autorités judiciaires et du Ministère public: ce projet, qui traitera également de la surveillance des membres des autorités judiciaires et du Ministère public, pourra être transmis au Grand Conseil au début de l'année 2007.
3. Projet de loi sur le Tribunal cantonal (unifié): ce projet, qui sera accompagné d'une proposition concernant les locaux destinés à cette autorité, devrait pouvoir être transmis au Grand Conseil vers le milieu de l'année 2007.

Une fois que ces trois projets, dont la priorité est dictée par la Constitution elle-même, auront été adoptés, il sera possible d'aborder, dans le cadre d'une révision générale de la loi d'organisation judiciaire, les autres questions soulevées dans la procédure de consultation, notamment celles relatives à l'organisation et à la gestion des organes du pouvoir judiciaire et celles concernant le statut des juges.

2. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU PROJET

1. Aux termes de la Constitution cantonale, le Conseil de la magistrature est une autorité indépendante de surveillance du pouvoir judiciaire (art. 125). Il est formé de neuf membres, élus par le Grand Conseil pour cinq ans; sept de ces membres sont élus sur proposition de l'autorité ou du groupe de personnes dont ils font partie (Grand Conseil, Conseil d'Etat, Tribunal cantonal, Ordre des avocats, Faculté de droit de l'Université, Ministère public, autorités judiciaires de première instance); les deux autres membres sont élus sur proposition du Conseil de la magistrature lui-même (art. 126). Le Conseil de la magistrature est chargé de la surveillance administrative des autorités judiciaires et du Ministère public, ainsi que de la surveillance disciplinaire des membres de ces autorités; il renseigne le Grand Conseil sur son activité (art. 127). De plus, il préavisé à l'intention du Grand Conseil les candidatures aux postes du pouvoir judiciaire et du Ministère public (art. 128).
2. Le présent projet de loi précise les attributions du Conseil de la magistrature et règle son organisation et son fonctionnement. En outre, il adapte la loi sur le Grand Conseil (LGC), la loi d'organisation judiciaire (LOJ) et la loi sur le Ministère public à la situation résultant de l'institution de cette nouvelle autorité.

Le projet de loi explicite lui-même les tâches et les compétences du Conseil de la magistrature dans le domaine de la surveillance (administrative) des autorités judiciaires et du Ministère public. Pour ce qui concerne la surveillance (disciplinaire) des membres de ces autorités, en revanche, il renvoie à la future loi sur l'élection de ces membres, qui traitera donc également des devoirs des juges et des conséquences de leur

violation. Il renvoie également à cette loi pour ce qui est des fonctions à exercer par le Conseil de la magistrature dans la préparation des élections des juges et des membres du Ministère public. Par ailleurs, le projet ajoute aux attributions expressément mentionnées dans la Constitution celle de répondre aux questions parlementaires qui portent sur l'administration de la justice.

Sur le plan organisationnel, le projet de loi tire les conséquences du statut d'autorité indépendante qui est attribué au Conseil de la magistrature par la Constitution. Il reconnaît à cette autorité une large autonomie pour tout ce qui concerne son organisation et son fonctionnement, et la dote d'un secrétariat qui lui est propre.

Dans ses dispositions finales, le projet de loi modifie la loi sur le Grand Conseil en y introduisant un titre sur les relations entre le Grand Conseil et le Conseil de la magistrature, et en adaptant les attributions de la Commission de justice à la nouvelle organisation. Il modifie également la loi d'organisation judiciaire en y remplaçant, dans le chapitre sur la surveillance de l'administration de la justice, les attributions y relatives du Tribunal cantonal et du Conseil d'Etat par celles du Conseil de la magistrature, tout en maintenant le rôle directeur que le Tribunal devra continuer à exercer, sur les plans de l'organisation et de la gestion, par rapport aux autorités judiciaires de première instance.

3. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Le commentaire qui suit ne porte que sur les articles dont les dispositions nécessitent une explication allant au-delà de ce qui a déjà été exposé sous chiffre II ci-dessus.

Art. 2

Indépendant aussi bien sur le plan organique que dans l'exercice de ses attributions, le Conseil de la magistrature n'en est pas moins soumis à la haute surveillance du Grand Conseil (art. 104 let. b Cst.).

Art. 4

1. La disposition de l'alinéa 2 renvoie à l'article 94 LOJ, dans sa nouvelle version selon l'article 21 du projet.
2. A l'alinéa 3, rappel est fait de l'article 127 al. 2 de la Constitution, qui permet au Conseil de la magistrature de déléguer au Tribunal cantonal tout ou partie de la surveillance des autorités judiciaires de première instance. Il est à prévoir que dans un premier temps, le Conseil de la magistrature tiendra à procéder lui-même à l'inspection de ces autorités, pour en connaître l'organisation et le fonctionnement, avant de déléguer par la suite, s'il le juge opportun, cette tâche au Tribunal cantonal.

Art. 5 et 6

Ces dispositions renvoient à la future loi sur l'élection des membres des autorités judiciaires et du Ministère public, qui devra également être adoptée avant l'entrée en fonction du Conseil de la magistrature.

Art. 7

Selon l'art. 127 al. 2 Cst. et l'art. 4 al. 3 du projet de loi, le Conseil de la magistrature pourra déléguer au Tribunal

cantonal l'inspection des autorités judiciaires de première instance.

Art. 8

L'intervention du Conseil de la magistrature se fera toujours dans le respect de l'indépendance que la Constitution et la loi reconnaissent aux autorités judiciaires dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles (art. 121 Cst.; art. 3 al. 3 du projet de loi).

Art. 9

Le Conseil de la magistrature aura pour première tâche de fixer, dans un règlement, son organisation interne et son mode de fonctionnement.

Art. 10

1. L'alinéa 1 précise que la durée de cinq ans pour laquelle sont élus les membres du Conseil de la magistrature (art. 126 al. 3 Cst.) est une durée individuelle, déterminée pour chaque membre par sa date d'élection.
2. A l'instar de la Constitution, le projet de loi ne prévoit pas l'élection de suppléants. Cela implique que pour assurer le fonctionnement du Conseil de la magistrature, les membres de cette autorité devront, d'une part, donner la priorité à l'assistance aux séances de celle-ci, et d'autre part, ne se récuser que dans les cas expressément prévus par la loi (art. 21 CPJA).

Art. 11

La Constitution étant muette sur ce point, le projet de loi attribue au Conseil de la magistrature lui-même la compétence de désigner son président et son vice-président. Cette désignation se fera pour une durée de deux ans, les titulaires étant rééligibles dans les limites fixées par la Constitution pour leur appartenance au Conseil (art. 126 al. 3 Cst.).

Art. 12

Etant donné que les membres du Conseil de la magistrature exerceront leur fonction à titre accessoire, une partie importante de la charge de travail reposera sur le secrétariat du Conseil. C'est ainsi que tout en étant dirigée par un membre du Conseil, l'inspection annuelle de quelque trente autorités judiciaires (pour autant qu'elle n'aura pas été déléguée au Tribunal cantonal), le traitement des dénonciations et des plaintes ainsi que le travail lié aux enquêtes et aux procédures mettront à forte contribution le secrétaire-juriste du Conseil de même que, notamment pour la tenue des procès-verbaux, le personnel administratif qui lui sera adjoint.

Art. 14

Il est à prévoir que la fréquence des séances du Conseil de la magistrature sera sensiblement plus élevée que le minimum ici prescrit d'une séance par trimestre. Il pourrait s'agir, en réalité, de huit à dix séances par année.

Art. 18 et 19

Ces dispositions, qui devraient entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2007 (cf. art. 23), fixent le calendrier et précisent les modalités de la première élection des membres

du Conseil de la magistrature. Elles ont pour but d'assurer, conformément au prescrit de l'article 152 al. 1 de la Constitution, l'entrée en fonction du Conseil de la magistrature le 1^{er} juillet 2007.

A l'article 19 al. 2, il faut entendre par «la même personne» celle qui aura présidé la réunion à sept membres visée à l'alinéa 1, et non pas le doyen d'âge du Conseil réuni au complet.

Art. 20

La création du Conseil de la magistrature nécessite un réaménagement des relations entre le Grand Conseil et la Justice. Ce réaménagement se traduit par un certain nombre de modifications de la loi sur le Grand Conseil, dans sa teneur selon le projet de loi du 15 mai 2006.

Art. 16 LGC

Le projet adapte la teneur de cet article à celle de l'article 193a LGC ci-après qui règle désormais les relations du Grand Conseil avec la Justice. Il supprime, parmi les attributions de la Commission de la justice, celles qui seront dorénavant exercées par le Conseil de la magistrature (al. 1, let. c et d; al. 2). Quant au rôle de la Commission de la justice dans la préparation des élections judiciaires (al. 1, let. b), il est prévu de le redéfinir dans la loi sur l'élection des membres des autorités judiciaires et du Ministère public.

Art. 78a LGC

L'alinéa 1 attribue au Conseil de la magistrature la tâche – qui incombait jusqu'ici au Conseil d'Etat et que le projet de loi sur le Grand Conseil prévoyait de confier à titre transitoire à la Commission de la justice – de répondre aux questions parlementaires qui portent sur l'administration de la justice.

Le Conseil de la magistrature pourra demander tout renseignement utile aux autorités concernées, y compris au Conseil d'Etat s'il s'agit de questions relevant de sa compétence (budget, gestion du personnel, etc.). Compte tenu du temps que pourront prendre ces consultations, ainsi que de la moindre fréquence des séances du Conseil de la magistrature, le projet de loi accorde à cette autorité un délai de trois mois pour répondre aux questions parlementaires, et non pas de deux mois comme au Conseil d'Etat (cf. art. 78 al. 2 LGC).

Art. 148 LGC

Les membres du Conseil de la magistrature sont tous élus par le Grand Conseil sur proposition d'une autorité ou organisation (art. 126 al. 2 Cst.). Cela signifie que seules les personnes ainsi proposées seront éligibles, étant précisé que plusieurs personnes pourront être proposées pour une même fonction. En cas de non-élection de la personne proposée (ou de l'une des personnes proposées), le Grand Conseil demandera une nouvelle proposition à l'autorité ou organisation concernée (cf. art. 150 LGC).

Art. 193a LGC

Cet article est le pendant des articles 184ss LGC, qui traitent des relations du Grand Conseil avec le pouvoir exécutif.

Son alinéa premier concrétise l'article 104 let. b de la Constitution, qui attribue au Grand Conseil la haute sur-

veillance sur la justice. Cette haute surveillance s'exercera, d'une part, sur le Conseil de la magistrature, et d'autre part, par l'intermédiaire de cette autorité, sur l'ensemble des autorités judiciaires et sur le Ministère public.

L'alinéa 2 explicite l'article 127 al. 2 de la Constitution, aux termes duquel «Il (le Conseil de la magistrature) renseigne annuellement le Grand Conseil sur son activité. Il en fait de même chaque fois que cette autorité le demande.» Le projet précise que le rapport annuel du Conseil de la magistrature doit porter non seulement sur l'activité de ce Conseil, mais aussi sur celle du pouvoir judiciaire et du Ministère public. Le Conseil se fondera à cet effet sur les rapports annuels qui lui seront adressés par le Tribunal cantonal, les autres autorités judiciaires et le Ministère public (cf. art. 7 al. 1 let. a du projet) et qu'il pourra intégrer dans son rapport ou joindre à celui-ci sous la forme qu'il jugera la plus appropriée.

Selon la nouvelle Constitution, ce ne sont plus ni le Tribunal cantonal ni le Conseil d'Etat qui répondent devant le Grand Conseil du bon fonctionnement de la justice, mais exclusivement le Conseil de la magistrature. Le projet en tire les conséquences en attribuant au président du Conseil de la magistrature le rôle qui était tenu jusqu'ici par le Directeur de la justice, à savoir d'être présent lors de l'examen, par le Grand Conseil, des rapports du Conseil de la magistrature et de répondre aux questions qui sont posées (al. 3).

Art. 21

La création du Conseil de la magistrature nécessite également une adaptation des dispositions de la loi d'organisation judiciaire.

Art. 94 à 96, 97 al. 2 LOJ

Selon la Constitution cantonale de 1857, la surveillance du pouvoir judiciaire relevait du Conseil d'Etat (art. 52 al. 1 let. h) et du Tribunal cantonal (art. 64). La nouvelle Constitution ayant transféré cette tâche au Conseil de la magistrature, il y a lieu d'abroger les articles 95, 96 et 97 al. 2 LOJ, qui concrétisaient les dispositions de l'ancienne Constitution.

Cependant, le Tribunal cantonal continuera à assurer le rôle directeur qui lui incombe, sur les plans de l'organisation et de la gestion, envers les autorités judiciaires de première instance. Ce rôle se traduit principalement par l'adoption de règlements et de directives, par exemple sur l'organisation des tribunaux (art. 92 LOJ), sur la gestion des dossiers ou aussi sur l'information du public, mais également par des instructions données, d'office ou sur requête, dans des cas concrets (cf. l'actuel art. 95 al. 3 LOJ). Par ailleurs, le Tribunal cantonal conservera les tâches de surveillance qui lui sont attribuées par la législation spéciale dans les domaines de la poursuite pénale (art. 13 CPP), de la poursuite pour dettes et faillite (art. 13 LELP) et de la tutelle (art. 3 LOT).

D'autre part, il convient de réserver les compétences que le Conseil d'Etat continuera à exercer, par rapport aux autorités judiciaires, en matière de gestion des finances et du personnel.

L'adaptation de la LOJ sera complétée, pour ce qui concerne l'élection et la surveillance des membres des autorités judiciaires, par les dispositions y relatives de la future loi sur l'élection des membres des autorités judiciaires et du Ministère public.

Art. 22

L'adaptation de la loi sur le Ministère public obéit aux mêmes considérations que celle de la loi d'organisation judiciaire.

Art. 23

L'entrée en vigueur de la loi est échelonnée en fonction du prescrit de l'article 152 al. 1 Cst.

4. CONSÉQUENCES

4.1 Conséquences financières et en personnel

La mise en place du Conseil de la magistrature, lequel reprendra des tâches exercées jusqu'ici principalement par le Tribunal cantonal, entraînera les dépenses de fonctionnement suivantes: rémunération des membres du Conseil, qui exerceront leur fonction en principe à titre accessoire; rémunération du secrétaire-juriste et d'un collaborateur administratif (2 EP); loyer et équipement des locaux; frais de bureau. Au total, il s'agira d'une dépense annuelle de quelque 380 000 francs.

Le transfert des tâches de surveillance au Conseil de la magistrature aura pour effet d'alléger, de manière notable, la charge de travail du Tribunal cantonal. Toutefois, étant donné que cette charge se répartit sur l'ensemble des juges et du personnel de cette autorité, il convient d'attendre la réunion du Tribunal cantonal avec le Tribunal administratif pour examiner dans quelle mesure il en résultera une réduction d'effectif.

4.2 Autres conséquences

L'organisation de la justice civile, pénale et administrative est de la compétence du canton; le projet n'a donc aucune influence sur la répartition des tâches Etat-communes. Les articles 125 à 128 Cst. ayant reçu l'approbation fédérale, le projet ne soulève pas de problème sous l'angle de sa conformité avec le droit fédéral et sous l'angle de son eurocompatibilité.

BOTSCHAFT Nr. 276 29. August 2006 **des Staatsrates an den Grossen Rat** **zum Entwurf des Gesetzes über den Justizrat**

Wir unterbreiten Ihnen einen Gesetzesentwurf zur Schaffung eines Justizrates.

1. NOTWENDIGKEIT DES PROJEKTS

Die Kantonsverfassung vom 16. Mai 2004 (nachfolgend: KV; SGF 10.1) sieht mehrere Änderungen der Gerichtsorganisation vor. Folgende Änderungen sind besonders hervorzuheben:

- Die Aufsicht über die Justizbehörden und deren Mitglieder wird einer unabhängigen Behörde, dem Justizrat, übertragen. Dieser Rat, dessen Mitglieder vom Grossen Rat gewählt werden, muss seine Tätigkeit am 1. Juli 2007 aufnehmen (Art. 152 Abs. 1 KV).
- Die erstinstanzlichen Richter sowie der Generalstaatsanwalt und dessen Substituten werden künftig vom

Grossen Rat gewählt, wie dies bereits für die Kantonsrichter der Fall ist, und nicht mehr vom Wahlkollegium. Die Bewerbungen für Stellen in der Justiz werden vom Justizrat begutachtet werden; die Wahl erfolgt für eine unbestimmte Amtsdauer. Dieses neue System tritt am 1. Januar 2008 in Kraft (Art. 152 Abs. 3 KV).

- Das Kantonsgericht und das Verwaltungsgericht werden zu einer einheitlichen Behörde zusammengefasst, dem vereinigten Kantonsgericht. Dieses Gericht wird seine Tätigkeit am 1. Januar 2008 aufnehmen (Art. 152 Abs. 2 KV).

Um diese Änderungen zu konkretisieren, wurde ein Gesetzesvorentwurf erarbeitet und den politischen Parteien und den betroffenen Behörden zur Stellungnahme unterbreitet. Dieser Vorentwurf, der die Einführung aller verfassungsrechtlichen Neuerungen in das geltende Gerichtsorganisationsgesetz vorsah, gab Anlass zu verschiedenen Bemerkungen. Allgemein haben einige bedauert, dass man in der Revision des Gerichtsorganisationsgesetzes nicht weiter gegangen sei, insbesondere indem man der Justiz eine gewisse finanzielle Autonomie gewähren und Gerichtsbezirke zusammenlegen würde. Bezüglich des Justizrates wurde die Befürchtung geäussert, diese Behörde würde nicht mit den notwendigen Mitteln ausgestattet, um ihre Aufgabe in voller Unabhängigkeit auszuführen. In Bezug auf die Wahl und das Dienstverhältnis der Richter wurden die vorgeschlagenen Bestimmungen für unvollständig befunden und gaben Anlass zu vielen Detailbemerkungen. Bezüglich der Vereinigung der heutigen oberen Gerichte zu einem vereinigten Kantonsgericht haben die direkt betroffenen Behörden (Kantons- und Verwaltungsgericht) sowie andere Institutionen betont, dass diese Zusammenlegung auch in räumlicher Hinsicht erfolgen müsse, widrigenfalls die erwarteten Synergieeffekte nicht erreicht werden könnten. In formeller Hinsicht wurde schliesslich gewünscht, dass der Justizrat nicht im Gerichtsorganisationsgesetz, sondern in einem eigenen Gesetz geregelt werde.

Wenn auch die Stellungnahmen von unterschiedlicher Bedeutung waren, wurde nach dem Vernehmlassungsverfahren klar, dass es nicht möglich sein würde, den gesamten Vorentwurf innerhalb einer Frist zu überarbeiten und abzuschliessen, die es erlaubt hätte, ihn dem Grossen Rat noch im Jahr 2006 zu unterbreiten. Für den Justizrat, dessen Arbeitsbeginn von Verfassung wegen auf den 1. Juli 2007 festgesetzt ist, müssen nun aber die entsprechenden Gesetzesbestimmungen am 1. Januar 2007 in Kraft treten, damit die Wahl der Mitglieder dieses Rats, welche in zwei Etappen vorzunehmen ist (vgl. Art. 126 Abs. 1 KV), im ersten Semester 2007 stattfinden kann.

Aus diesem Grund hat der Staatsrat entschieden, den Vorentwurf des Gesetzes in drei Entwürfe aufzuteilen, die nacheinander dem Grossen Rat unterbreitet werden sollen, und zwar nach folgendem Zeitplan:

1. Entwurf des Gesetzes über den Justizrat: dieser Entwurf wird dem Grossen Rat im September 2006 unterbreitet.
2. Entwurf des Gesetzes über die Wahl der Mitglieder der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft: dieser Entwurf, der auch die Aufsicht über die Mitglieder der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft behandeln wird, wird dem Grossen Rat am Anfang des Jahres 2007 unterbreitet werden.

3. Entwurf des Gesetzes über das (vereinigte) Kantonsgericht: dieser Entwurf, samt einem Vorschlag betreffend die Räumlichkeiten dieser Behörde, wird dem Grossen Rat gegen Mitte des Jahres 2007 unterbreitet werden.

Sobald diese drei Entwürfe, deren Priorität von der Verfassung selbst bestimmt wird, verabschiedet sind, wird es möglich sein, die anderen im Vernehmlassungsverfahren aufgeworfenen Fragen in einer Gesamtrevision des Gerichtsorganisationsgesetzes anzugehen, namentlich die Fragen der Organisation und Geschäftsführung der Gerichtsbehörden sowie des Dienstverhältnisses der Richter.

2. DIE WESENTLICHEN MERKMALE DES ENTWURFS

1. Gemäss Kantonsverfassung ist der Justizrat eine unabhängige Behörde, die die Aufsicht über die Justiz wahrnimmt (Art. 125). Er besteht aus neun, vom Grossen Rat für eine Dauer von fünf Jahren gewählten Mitgliedern, wovon sieben auf Vorschlag der Behörde oder Gruppe, der sie angehören, gewählt werden (Grosser Rat, Staatsrat, Kantonsgericht, Anwaltsverband, Rechtswissenschaftliche Fakultät der Universität, Staatsanwaltschaft, erstinstanzliche Gerichtsbehörden); die beiden anderen Mitglieder werden auf Vorschlag des Justizrates selbst gewählt (Art. 126). Der Justizrat übt die Administrativ- und die Disziplinaraufsicht über die richterliche Gewalt und die Staatsanwaltschaft aus; er informiert den Grossen Rat über seine Tätigkeit (Art. 127). Des Weiteren begutachtet er zuhanden des Grossen Rates die Bewerbungen für die Ämter der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft (Art. 128).
2. Der vorliegende Gesetzesentwurf präzisiert die Befugnisse des Justizrates und regelt seine Organisation und seine Geschäftsführung. Des Weiteren werden das Grossratsgesetz (GRG), das Gerichtsorganisationsgesetz (GOG) und das Gesetz über die Staatsanwaltschaft der Situation nach der Einführung der neuen Behörde angepasst.

Der Gesetzesentwurf selbst präzisiert die Aufgaben und Zuständigkeiten des Justizrates im Bereich der Administrativaufsicht über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft. Bezüglich der Disziplinaraufsicht über die Mitglieder dieser Behörden verweist er dagegen auf das künftige Gesetz über die Wahl dieser Mitglieder, welches ebenfalls die Pflichten der Richter und die Konsequenzen der Verletzung dieser Pflichten behandeln wird. Bezüglich der Tätigkeit des Justizrates bei der Vorbereitung der Wahlen der Richter und Mitglieder der Staatsanwaltschaft verweist er ebenfalls auf jenes Gesetz. Ausserdem soll der Justizrat laut Entwurf nebst den ausdrücklich in der Verfassung vorgesehenen Befugnissen auch parlamentarische Anfragen zur Justizverwaltung beantworten.

In organisatorischer Hinsicht zieht der Gesetzesentwurf die Konsequenzen aus dem von der Verfassung dem Justizrat zuerkannten Status einer unabhängigen Behörde. Er gewährt dieser Behörde eine weit reichende Autonomie bezüglich ihrer Organisation und Tätigkeit und stattet sie mit einem eigenen Sekretariat aus.

In den Schlussbestimmungen ändert der Gesetzesentwurf das Grossratsgesetz ab, indem es einen Titel über

die Beziehungen zwischen dem Grossen Rat und dem Justizrat einführt und die Befugnisse der Justizkommission der neuen Organisation anpasst. Er ändert ebenfalls das Gerichtsorganisationsgesetz, indem er die Befugnisse des Kantonsgerichtes und des Staatsrates im Kapitel über die Aufsicht der Tätigkeit der Gerichtsbehörden durch jene des Justizrates ersetzt; die leitende Rolle des Kantonsgerichtes hinsichtlich der Organisation und Geschäftsführung der erstinstanzlichen Gerichte wird jedoch beibehalten.

3. KOMMENTAR DER EINZELNEN ARTIKEL

Der folgende Kommentar beschränkt sich auf diejenigen Artikel, die zusätzlich zu den obigen Ausführungen einer weiter gehenden Erläuterung bedürfen.

Art. 2

Der Justizrat ist hinsichtlich seiner Organisation und der Ausübung seiner Befugnisse unabhängig, doch er untersteht der Oberaufsicht durch den Grossen Rat (Art. 104 litt. b KV).

Art. 4

1. Absatz 2 dieses Artikels verweist auf Artikel 94 GOG in seiner neuen Fassung gemäss Art. 21 des Entwurfes.
2. In Absatz 3 wird auf Artikel 127 Abs. 2 der Kantonsverfassung hingewiesen, wonach der Justizrat dem Kantonsgericht die vollständige oder teilweise Aufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden übertragen kann. Es ist zu erwarten, dass der Justizrat die Inspektion jener Behörden zunächst selbst vornehmen wird, um deren Organisation und Tätigkeit kennen zu lernen, bevor er sie in einem späteren Zeitpunkt dem Kantonsgericht überträgt, sofern er dies als opportun erachtet.

Art. 5 und 6

Diese Bestimmungen verweisen auf das künftige Gesetz über die Wahl der Mitglieder der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft, welches ebenfalls vor Aufnahme der Tätigkeit des Justizrates verabschiedet werden muss.

Art. 7

Gemäss Art. 127 Abs. 2 KV und Art. 4 Abs. 3 des Gesetzesentwurfes wird der Justizrat die administrative Aufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden an das Kantonsgericht delegieren können.

Art. 8

Die von der Verfassung und dem Gesetz anerkannte Unabhängigkeit der Justizbehörden bei der Ausübung ihrer richterlichen Tätigkeit muss vom Justizrat stets berücksichtigt werden (Art. 121 KV; Art. 3 Abs. 3 des Gesetzesentwurfes).

Art. 9

Der Justizrat wird als erste Aufgabe in einem Reglement seine interne Organisation und seine Tätigkeit zu regeln haben.

Art. 10

1. Absatz 1 dieses Artikels präzisiert, dass die Dauer von fünf Jahren, für welche die Mitglieder des Justizrates

gewählt sind, individuell, für jedes Mitglied durch sein Wahldatum bestimmt wird (Art. 126 Abs. 3 KV).

2. Wie die Verfassung sieht der Gesetzesentwurf keine Wahl von Ersatzmitgliedern vor. Dies bedeutet für das Funktionieren des Justizrates, dass die Mitglieder dieser Behörde einerseits der Teilnahme an deren Sitzungen Priorität einräumen müssen und andererseits nur in den ausdrücklich vom Gesetz vorgesehenen Fällen in den Ausstand treten sollten (Art. 21 VRG).

Art. 11

Da die Verfassung zu diesem Punkt nichts aussagt, überträgt der Gesetzesentwurf dem Justizrat die Kompetenz, seinen Präsidenten und seinen Vizepräsidenten selbst zu bezeichnen. Diese Bezeichnung erfolgt für eine Dauer von zwei Jahren, wobei der Amtsinhaber in den von der Verfassung festgelegten Grenzen für die Zugehörigkeit zum Rat erneut wählbar ist. (Art. 126 Abs. 3 KV).

Art. 12

Da die Mitglieder des Justizrates ihre Tätigkeit im Nebenamt ausführen werden, wird das Sekretariat des Justizrates einen beträchtlichen Teil der Arbeit erledigen müssen. So werden die von einem Mitglied des Rates geleitete Inspektion der ungefähr dreissig Gerichtsbehörden (insofern diese Aufgabe nicht dem Kantonsgericht delegiert wird), die Behandlung der Anzeigen und Klagen, sowie die Arbeit im Zusammenhang mit den Untersuchungen und Verfahren den juristischen Sekretär stark in Anspruch nehmen. Ebenso wird das ihm zugeordnete administrative Personal eine erhebliche Arbeitslast bewältigen müssen, namentlich für die Führung der Protokolle.

Art. 14

Es kann davon ausgegangen werden, dass die Frequenz der Sitzungen deutlich höher ausfallen wird als das hier angegebene Minimum von einer Sitzung pro Trimester. Effektiv dürfte mit etwa acht bis zehn Sitzungen pro Jahr zu rechnen sein.

Art. 18 und 19

Diese Bestimmungen, die am 1. Januar 2007 (vgl. Art. 23) in Kraft treten sollten, bestimmen den Zeitplan und präzisieren die Modalitäten der ersten Wahl der Mitglieder des Justizrates. Dadurch soll gewährleistet werden, dass gemäss Artikel 152 Abs. 1 der Verfassung der Justizrat per 1. Juli 2007 seine Tätigkeit aufnehmen kann.

In Artikel 19 Absatz 2 ist «Dieselbe Person» jene, welche die in Absatz 1 vorgesehene Sitzung der sieben Mitglieder präsidiert hat und nicht die älteste des gesamten Rates.

Art. 20

Die Schaffung des Justizrates macht eine Neuordnung der Beziehungen zwischen dem Grossen Rat und der Justiz notwendig. Diese Neuordnung führt zu verschiedenen Abänderungen des Grossratsgesetzes in der Version des Gesetzesentwurfes vom 15. Mai 2006.

Art. 16 GRG

Der Entwurf passt den Inhalt dieses Artikels demjenigen des nachfolgenden Art. 193a GRG an, der nunmehr die Beziehungen des Grossen Rates zur Justiz re-

gelt. Er hebt unter den Befugnissen der Justizkommission jene auf, die nunmehr dem Justizrat zustehen (Abs. 1, litt. c und d; Abs. 2). Betreffend die Rolle der Justizkommission bei der Vorbereitung der Richterwahlen (Abs. 1, litt. b) ist vorgesehen, diese im Gesetz über die Wahl der Mitglieder der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft neu zu definieren.

Art. 78a GRG

Absatz 1 dieser Bestimmung überträgt dem Justizrat die Aufgabe – welche bisher dem Staatsrat oblag und die der Entwurf des Grossratsgesetzes provisorisch der Justizkommission übertragen wollte –, die parlamentarischen Anfragen zur Justizverwaltung zu beantworten.

Der Justizrat kann bei den betroffenen Behörden alle notwendigen Informationen einholen, inklusive beim Staatsrat für Fragen, die in dessen Zuständigkeit fallen (Budget, Personal, usw.). Aufgrund der für diese Abklärungen notwendigen Zeit sowie der geringeren Frequenz der Sitzungen legt der Entwurf eine Frist von drei Monaten fest, während diese Frist für den Staatsrat nur zwei Monate beträgt (Art. 78 Abs. 2 GRG).

Art. 148 GRG

Die Mitglieder des Justizrates werden alle vom Grossen Rat auf Vorschlag einer Behörde oder einer Gruppe gewählt (Art. 126 Abs. 2 KV). Dies bedeutet, dass nur die so vorgeschlagenen Personen wählbar sein werden; wobei allerdings mehrere Personen für dieselbe Funktion vorgeschlagen werden können. Im Falle einer Nichtwahl der vorgeschlagenen Person (oder einer der vorgeschlagenen Personen) hat der Grosse Rat bei der betroffenen Behörde oder Gruppe einen neuen Vorschlag einzuholen (vgl. Art. 150 GRG).

Art. 193a GRG

Dieser Artikel bildet das Gegenstück zu den Artikeln 184 ff. GRG, welche die Beziehungen des Grossen Rates zur Exekutive regeln.

Der erste Absatz konkretisiert Artikel 104 litt. b der Verfassung, der dem Grossen Rat die Oberaufsicht über die Justiz überträgt. Diese Oberaufsicht wird einerseits über den Justizrat ausgeübt und andererseits, durch dieses Organ, über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft.

Absatz 2 konkretisiert den Artikel 127 Absatz 2 der Verfassung wonach er (der Justizrat) den Grossen Rat jährlich, und so oft wie dieser es verlangt, über seine Tätigkeit informiert. Der Entwurf präzisiert, dass der Jahresbericht des Justizrates nicht nur die Tätigkeit des Rates, sondern auch jene der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft beinhalten soll. Der Rat wird sich diesbezüglich auf die vom Kantonsgericht, von den anderen Gerichtsbehörden sowie von der Staatsanwaltschaft an ihn gerichteten Jahresberichte stützen (vgl. Art. 7 Abs. 1 litt. a des Entwurfes), die er in seinen Bericht integrieren oder diesem in geeigneter Form beilegen kann.

Gemäss der neuen Verfassung ist nicht mehr das Kantonsgericht oder der Staatsrat gegenüber dem Grossen Rat für die Geschäftsführung der Justiz ver-

antwortlich, sondern ausschliesslich der Justizrat. Der Entwurf zieht daraus die Konsequenz, indem er dem Präsidenten des Justizrates die Rolle zuteilt, die bisher der Justizdirektor innehatte, nämlich bei der Prüfung der Berichte durch den Grossen Rat anwesend zu sein und die gestellten Fragen zu beantworten (Abs. 3).

Art. 21

Die Schaffung des Justizrates verlangt ebenfalls eine Anpassung der Bestimmungen des Gerichtsorganisationsgesetzes.

Art. 94 bis 96, 97 Abs. 2 GOG

Gemäss der Kantonsverfassung von 1857 oblag die Aufsicht über die Justiz dem Staatsrat (Art. 52 Abs. 1 litt. h) und dem Kantonsgericht (Art. 64). Da die neue Verfassung diese Aufgabe dem Justizrat übertragen hat, sind die Artikel 95, 96 und 97 Abs. 2 GOG, welche die Bestimmungen der alten Verfassung konkretisiert haben, aufzuheben.

Das Kantonsgericht wird jedoch weiterhin die ihm bezüglich Organisation und Verwaltung obliegende, leitende Rolle gegenüber den erstinstanzlichen Gerichten wahrzunehmen haben. Dazu gehören in erster Linie der Erlass von Reglementen und Weisungen, zum Beispiel über die Organisation der Gerichte (Art. 92 GOG), über die Dossierführung oder auch über die Information des Publikums, sowie auch die von Amtes wegen oder auf Gesuch hin zu erteilenden Instruktionen in konkreten Fällen (vgl. Art. 95 Abs. 3 GOG in seiner bisherigen Fassung). Des Weiteren wird das Kantonsgericht seine in der Spezialgesetzgebung vorgesehenen Aufsichtsbefugnisse in der Strafverfolgung (Art. 13 StPO), im Schuldbetreibungs- und Konkursrecht (Art. 13 EGSchKG) und im Vormundschaftswesen (Art. 3 GOV) bei behalten.

Ferner werden die Befugnisse vorbehalten, die der Staatsrat im Bereich der Finanz- und Personalverwaltung weiterhin innehaben wird.

Bezüglich der Wahl und der Beaufsichtigung der Mitglieder der Gerichtsbehörden wird das GOG durch

das noch zu erlassende Gesetz über die Wahl der Mitglieder der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft ergänzt werden.

Art. 22

Die Anpassung des Gesetzes über die Staatsanwaltschaft folgt denselben Erwägungen wie jene des Gerichtsorganisationsgesetzes.

Art. 23

Das Inkrafttreten ist gemäss Art. 152 Abs. 1 KV zeitlich gestaffelt.

4. AUSWIRKUNGEN

4.1 Finanzielle und personelle Auswirkungen

Für den Justizrat, der die bisher hauptsächlich vom Kantonsgericht wahrgenommenen Aufgaben übernehmen wird, sind folgende Betriebskosten vorzusehen: Entlohnung der Mitglieder des Rates, die ihre Tätigkeit nebenamtlich ausüben werden; Entlohnung des juristischen Sekretärs und eines administrativen Mitarbeiters (2 Vollzeitstellen); Miete und Ausstattung der Räumlichkeiten; Bürokosten. Insgesamt dürften sich die jährlichen Kosten auf rund Fr. 380 000 belaufen.

Die Übertragung der Aufsicht an den Justizrat wird eine nicht unbedeutende Abnahme der Arbeitslast des Kantonsgerichtes bewirken. Da sich jedoch diese Aufgabe auf alle Richter und Mitarbeiter dieses Gerichts verteilt, empfiehlt es sich, die Vereinigung des Kantons- mit dem Verwaltungsgericht abzuwarten, bis über eine allfällige Reduktion des Personalbestandes entschieden wird.

4.2 Weitere Auswirkungen

Die Organisation der Zivil-, Straf- und Verwaltungsrechtspflege fällt in die Zuständigkeit der Kantone; der Entwurf hat demnach keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Die Artikel 125 bis 128 KV haben vom Bund die Gewährleistung erhalten, weshalb der Entwurf keine Probleme bezüglich Bundesrechtskonformität und Vereinbarkeit mit dem Europarecht stellt.

Loi

du

sur le Conseil de la magistrature (LCM)

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.), notamment ses articles 125 à 128;

Vu le message du Conseil d'Etat du 29 août 2006;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales

Art. 1 Objet

La présente loi précise les attributions constitutionnelles du Conseil de la magistrature et règle son organisation et son fonctionnement.

Art. 2 Statut

¹ Le Conseil de la magistrature est l'organe de surveillance du pouvoir judiciaire et du Ministère public.

² Il est indépendant des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire.

³ Est réservée la haute surveillance du Grand Conseil.

Gesetz

vom

über den Justizrat (JRG)

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV), namentlich die Artikel 125–128;

gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 29. August 2006;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

1. KAPITEL

Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand

Dieses Gesetz präzisiert die verfassungsrechtlichen Befugnisse des Justizrates und regelt dessen Organisation und Arbeitsweise.

Art. 2 Stellung

¹ Der Justizrat übt die Aufsicht über die richterliche Gewalt und die Staatsanwaltschaft aus.

² Er ist gegenüber der gesetzgebenden, der vollziehenden und der richterlichen Gewalt unabhängig.

³ Die Oberaufsicht des Grossen Rates bleibt vorbehalten.

CHAPITRE 2

Attributions

Art. 3 En général

¹ Le Conseil de la magistrature a les attributions suivantes:

- a) il exerce la surveillance administrative des autorités judiciaires et du Ministère public;
- b) il exerce la surveillance disciplinaire des membres du pouvoir judiciaire et du Ministère public.

² Il préavise, à l'intention du Grand Conseil, les candidatures aux postes du pouvoir judiciaire et du Ministère public.

³ L'indépendance des autorités judiciaires dans l'exercice de leurs fonctions juridictionnelles est garantie.

Art. 4 Surveillance administrative

¹ La surveillance administrative porte sur l'organisation et le fonctionnement des autorités judiciaires et du Ministère public.

² Elle porte également sur les fonctions que le Tribunal cantonal exerce, en vertu de la législation sur l'organisation judiciaire, par rapport aux autorités judiciaires de première instance.

³ Le Conseil de la magistrature peut déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative de ces autorités.

Art. 5 Surveillance disciplinaire

La surveillance disciplinaire des membres du pouvoir judiciaire et du Ministère public est régie par une loi spéciale.

Art. 6 Préavis lors des élections judiciaires

Les fonctions exercées par le Conseil de la magistrature dans la préparation des élections des membres du pouvoir judiciaire et du Ministère public sont régies par une loi spéciale.

Art. 7 Exercice de la surveillance

¹ Le Conseil de la magistrature exerce sa surveillance notamment comme il suit:

- a) il examine le rapport annuel du Tribunal cantonal, des autres autorités judiciaires et du Ministère public;

2. KAPITEL

Befugnisse

Art. 3 Im Allgemeinen

¹ Der Justizrat hat folgende Befugnisse:

- a) Er übt die administrative Aufsicht über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft aus.
- b) Er übt die disziplinarische Aufsicht über die Mitglieder der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft aus.

² Er nimmt Stellung zuhanden des Grossen Rates zu den Bewerbungen für die Stellen der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft.

³ Die Unabhängigkeit der Gerichtsbehörden in der Ausübung ihrer richterlichen Tätigkeiten ist gewährleistet.

Art. 4 Administrative Aufsicht

¹ Die administrative Aufsicht erstreckt sich auf die Organisation und die Arbeitsweise der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft.

² Sie erstreckt sich ebenfalls auf die Aufgaben, die das Kantonsgericht gemäss Gerichtsorganisationsgesetz gegenüber den erstinstanzlichen Gerichtsbehörden wahrnimmt.

³ Der Justizrat kann dem Kantonsgericht die administrative Aufsicht über diese Behörden übertragen.

Art. 5 Disziplinarische Aufsicht

Die disziplinarische Aufsicht über die Mitglieder der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft wird in einem Spezialgesetz geregelt.

Art. 6 Stellungnahme bei Richterwahlen

Die Aufgaben des Justizrats bei der Vorbereitung der Wahlen der Mitglieder der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft werden in einem Spezialgesetz geregelt.

Art. 7 Ausübung der Aufsicht

¹ Der Justizrat übt seine Aufsicht namentlich wie folgt aus:

- a) Er prüft den Jahresbericht des Kantonsgerichtes und der übrigen Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft.

- b) il procède au moins une fois par année à l'inspection des autorités judiciaires et du Ministère public;
- c) il traite les dénonciations et les plaintes concernant les membres du pouvoir judiciaire et du Ministère public.

² Il est l'autorité compétente pour procéder à des enquêtes administratives. Les dispositions de l'article 129 de la loi du 17 octobre 2001 sur le personnel de l'Etat s'appliquent par analogie.

³ Les autorités judiciaires et le Ministère public sont tenus de communiquer au Conseil de la magistrature tous les renseignements et documents nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Le secret de fonction ne peut lui être opposé.

Art. 8 Moyens d'intervention

¹ Le Conseil de la magistrature peut, à l'égard des autorités judiciaires et du Ministère public, émettre des directives, donner des instructions et prendre toute autre mesure nécessaire.

² Le Conseil de la magistrature peut faire des propositions au Grand Conseil en vue d'améliorer le fonctionnement de la justice.

CHAPITRE 3

Organisation et fonctionnement

Art. 9 En général

¹ Sous réserve des dispositions qui suivent, le Conseil de la magistrature règle son organisation et son fonctionnement.

² Subsidiairement, les dispositions du règlement sur l'organisation et le fonctionnement des commissions de l'Etat sont applicables.

Art. 10 Membres

¹ Les membres du Conseil de la magistrature sont élus par le Grand Conseil pour une durée individuelle de cinq ans.

² Les dispositions du code de procédure et de juridiction administrative relatives à la récusation s'appliquent par analogie aux membres du Conseil de la magistrature.

- b) Er inspiziert mindestens einmal pro Jahr die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft.
- c) Er behandelt die Anzeigen und Klagen gegen Mitglieder der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft.

² Er ist die zuständige Behörde für die Durchführung administrativer Untersuchungen. Der Artikel 129 des Gesetzes über das Staatspersonal vom 17. Oktober 2001 gilt sinngemäss.

³ Die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft sind gehalten, dem Justizrat alle Informationen und Dokumente zu liefern, die dieser zur Erfüllung seiner Aufgaben benötigt. Das Amtsgeheimnis kann dem Justizrat nicht entgegen gehalten werden.

Art. 8 Instrumentarium

¹ Der Justizrat kann gegenüber den Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft Weisungen erlassen, Instruktionen erteilen und jede andere notwendige Massnahme treffen.

² Der Justizrat kann dem Grossen Rat Anträge zur Verbesserung der Arbeitsweise der Gerichtsbehörden unterbreiten.

3. KAPITEL

Organisation und Geschäftsführung

Art. 9 Im Allgemeinen

¹ Unter Vorbehalt der nachfolgenden Bestimmungen regelt der Justizrat seine Organisation und Geschäftsführung selbst.

² Die Bestimmungen des Reglements über die Organisation und die Arbeitsweise der Kommissionen des Staates sind subsidiär anwendbar.

Art. 10 Mitglieder

¹ Die Mitglieder des Justizrates werden vom Grossen Rat für eine individuelle Dauer von fünf Jahren einzeln gewählt.

² Die Bestimmungen des Verwaltungsrechtspflegegesetzes über den Ausstand gelten für den Justizrat sinngemäss.

Art. 11 Présidence

Le Conseil de la magistrature désigne son président ou sa présidente et son vice-président ou sa vice-présidente pour une période de deux ans, renouvelable.

Art. 12 Secrétariat

¹ Le Conseil de la magistrature dispose d'un secrétariat comprenant un ou une secrétaire-juriste et le personnel administratif nécessaire.

² Il engage les membres du secrétariat.

³ Le statut des membres du secrétariat est régi par la législation sur le personnel de l'Etat.

Art. 13 Délégation de tâches

Le Conseil de la magistrature peut confier à l'un ou plusieurs de ses membres l'instruction de procédures et la préparation de ses décisions.

Art. 14 Séances

¹ Le Conseil de la magistrature tient séance autant de fois que nécessaire, mais au moins une fois par trimestre.

² En cas d'urgence il peut, pour des objets de moindre importance, décider par voie de circulation.

Art. 15 Secret de fonction

Les membres du Conseil de la magistrature sont tenus au secret de fonction.

Art 16 Information du public

Le Conseil de la magistrature, par son président ou sa présidente, informe le public sur son activité, périodiquement et chaque fois que la situation l'exige.

Art. 17 Rémunération

La rémunération des membres du Conseil de la magistrature est réglée par le Conseil d'Etat.

Art. 11 Vorsitz

Der Justizrat bezeichnet für die Dauer von zwei Jahren seine Präsidentin oder seinen Präsidenten und seine Vizepräsidentin oder seinen Vizepräsidenten. Wiederwahl ist möglich.

Art. 12 Sekretariat

¹ Der Justizrat verfügt über ein Sekretariat mit einer juristischen Sekretärin oder einem juristischen Sekretär und dem nötigen administrativen Personal.

² Er stellt die Mitglieder des Sekretariates an.

³ Das Dienstverhältnis der Mitglieder des Sekretariates richtet sich nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal.

Art. 13 Übertragung von Aufgaben

Der Justizrat kann einem oder mehreren seiner Mitglieder die Instruktion von Verfahren und die Vorbereitung von Entscheiden übertragen.

Art. 14 Sitzungen

¹ Der Justizrat tagt so oft wie notwendig, jedoch mindestens einmal pro Quartal.

² In dringlichen Fällen kann er auf dem Zirkulationsweg entscheiden, sofern es sich um eine Angelegenheit von geringer Bedeutung handelt.

Art. 15 Amtsgeheimnis

Die Mitglieder des Justizrates unterstehen dem Amtsgeheimnis.

Art 16 Information der Öffentlichkeit

Der Justizrat informiert regelmässig die Öffentlichkeit durch seine Präsidentin oder seinen Präsidenten und ausserdem jedes Mal, wenn die Situation es verlangt.

Art. 17 Entschädigung

Der Staatsrat regelt die Entschädigungen der Mitglieder des Justizrates.

CHAPITRE 4

Dispositions finales

Art. 18 Droit transitoire
a) Première élection des membres du Conseil de la magistrature

¹ Le Grand Conseil élit les membres du Conseil de la magistrature visés à l'article 126 al. 1 let. a à g Cst. au plus tard à la session de mars 2007.

² L'élection des deux membres visés à l'article 126 al. 1 let. h Cst. a lieu au plus tard à la session de juin 2007.

³ L'élection a lieu au scrutin uninominal, sur proposition des autorités ou groupes de personnes concernés (cf. art. 126 al. 2 Cst.).

Art. 19 b) Présidence provisoire

¹ Les membres du Conseil de la magistrature élus conformément à l'article 18 al. 1 se réunissent, sous la présidence du doyen ou de la doyenne d'âge, pour choisir et proposer au Grand Conseil les candidats ou candidates à l'élection prévue à l'article 18 al. 2.

² La même personne préside également la première séance ordinaire du Conseil de la magistrature.

Art. 20 Modifications
a) Loi sur le Grand Conseil

La loi du ... sur le Grand Conseil (LGC) est modifiée comme il suit:

Art. 16 al. 1, phr. intr., let. a, c, d et e et al. 2

¹ La Commission de justice a les attributions suivantes:

a) elle examine les rapports adressés par le Conseil de la magistrature au Grand Conseil;

b) *inchangée*

c) *abrogée*

d) *abrogée*

e) elle examine les pétitions relatives au domaine judiciaire après avoir pris l'avis du Conseil de la magistrature et, le cas échéant, du Conseil d'Etat.

² *Abrogé.*

4. KAPITEL

Schlussbestimmungen

Art. 18 Übergangsrecht
a) Erste Wahl der Mitglieder des Justizrates

¹ Der Grosse Rat wählt die Mitglieder des Justizrates nach Artikel 126 Abs. 1 Bst. a–g KV spätestens in der Märzsession 2007.

² Die Wahl der beiden Mitglieder nach Artikel 126 Abs. 1 Bst. h KV findet spätestens in der Junisession 2007 statt.

³ Die Mitglieder werden in Einzelwahl auf Vorschlag der jeweiligen Behörden oder Gruppen gewählt (vgl. Art. 126 Abs. 2 KV).

Art. 19 b) Provisorischer Vorsitz

¹ Die gemäss Artikel 18 Abs. 1 gewählten Mitglieder des Justizrates treten unter dem Vorsitz des ältesten Mitglieds zusammen, um dem Grossen Rat die Kandidatinnen und Kandidaten nach Artikel 18 Abs. 2 zur Wahl vorzuschlagen.

² Dieselbe Person präsidiert ebenfalls die erste ordentliche Sitzung des Justizrates.

Art. 20 Änderung bisherigen Rechts
a) Grossratsgesetz

Das Grossratsgesetz vom ... (GRG) wird wie folgt geändert:

Art. 16 Abs. 1, Einleitungssatz, Bst. a, c, d und e und Abs. 2

¹ Die Justizkommission hat folgende Befugnisse:

a) Sie prüft die Berichte, die der Justizrat dem Grossen Rat unterbreitet;

b) *Unverändert*

c) *Aufgehoben*

d) *Aufgehoben*

e) Sie prüft nach Anhören des Justizrates und gegebenenfalls des Staatsrates die Petitionen, die den Justizbereich betreffen.

² *Aufgehoben.*

Art. 78a Administration de la justice

¹ Les questions portant sur l'administration de la justice sont adressées au Conseil de la magistrature, qui en transmet une copie au Secrétariat.

² Le Conseil de la magistrature répond au plus tard dans les trois mois qui suivent le dépôt de la question.

³ Les articles 63 al. 1 et 68 s'appliquent par analogie.

Art. 148 al. 1 let. h (nouvelle) et al. 2

[¹ Sont élues au scrutin uninominal les personnes qui suivent:]

h) les membres du Conseil de la magistrature.

² Les deux premiers tours du scrutin sont libres, sauf en cas d'élection sur proposition.

Art. 182 Droits du Conseil de la magistrature

Lorsque l'enquête porte sur l'administration de la justice, le Conseil de la magistrature a le droit de s'exprimer sur les conclusions de l'enquête devant la commission et dans un rapport adressé au Grand Conseil.

Titre Va (nouveau)

Relations avec la Justice

Art. 193a

¹ Le Grand Conseil exerce la haute surveillance sur le pouvoir judiciaire et sur le Ministère public, ainsi que sur le Conseil de la magistrature.

² Le Conseil de la magistrature adresse chaque année au Grand Conseil un rapport sur son activité ainsi que sur celle du pouvoir judiciaire et du Ministère public. Il lui adresse en outre un rapport chaque fois que la situation l'exige ou que le Grand Conseil le lui demande.

³ Le président ou la présidente du Conseil de la magistrature est présent-e lors de l'examen, par la Commission de justice et par le plénum du Grand Conseil, des rapports du Conseil de la magistrature. Il ou elle répond aux questions qui lui sont posées.

Art. 21 b) Loi d'organisation judiciaire

La loi du 22 novembre 1949 d'organisation judiciaire (LOJ) (RSF 131.0.1) est modifiée comme il suit:

Art. 78a Gerichtsverwaltung

¹ Anfragen zur Gerichtsverwaltung werden beim Justizrat eingereicht; dieser übermittelt dem Sekretariat eine Kopie.

² Der Justizrat antwortet spätestens innerhalb von drei Monaten nach Einreichung der Anfrage.

³ Die Artikel 63 Abs. 1 und 68 gelten sinngemäss.

Art. 148 Abs. 1 Bst. h (neu) und Abs. 2

[¹ Folgende Personen werden in Einzelwahl gewählt:]

h) die Mitglieder des Justizrates.

² Die beiden ersten Wahlgänge sind frei, ausser bei Wahlen auf Vorschlag.

Art. 182 Rechte des Justizrates

Wenn die Untersuchung die Gerichtsverwaltung zum Gegenstand hat, hat der Justizrat das Recht, sich zu den Ergebnissen der Untersuchung vor der Kommission und in einem Bericht an den Grossen Rat zu äussern.

Titel 5a (neu)

Beziehungen zur Justiz

Art. 193a

¹ Der Grosse Rat übt die Oberaufsicht über die richterliche Gewalt und die Staatsanwaltschaft sowie über den Justizrat aus.

² Der Justizrat reicht dem Grossen Rat jedes Jahr einen Bericht über seine Tätigkeit sowie über jene der richterlichen Gewalt und der Staatsanwaltschaft ein. Er reicht ihm ausserdem einen Bericht ein, wenn die Situation es verlangt oder wenn der Grosse Rat darum ersucht.

³ Der Präsident oder die Präsidentin des Justizrates ist bei der Prüfung der Berichte des Justizrates durch die Justizkommission und durch das Plénum des Grossen Rates anwesend. Er oder sie beantwortet die gestellten Fragen.

Art. 21 b) Gesetz über die Gerichtsorganisation

Das Gesetz vom 22. November 1949 über die Gerichtsorganisation (GOG) (SGF 131.0.1) wird wie folgt geändert:

Art. 94 II. Rôle du Tribunal cantonal

¹ Le Tribunal cantonal assure la bonne organisation et le bon fonctionnement des autorités judiciaires.

² A cet effet, il adopte des règlements, émet des directives, donne des instructions et prend toute autre mesure nécessaire.

³ Il peut demander aux autorités judiciaires tous les renseignements utiles à l'exercice de ses fonctions et procéder à des contrôles.

⁴ Il signale au Conseil de la magistrature les situations qui pourraient requérir l'intervention de cette autorité ou du Grand Conseil. Il lui fait annuellement rapport.

Art. 95 II^{bis}. Surveillance

¹ Les autorités judiciaires sont placées sous la surveillance du Conseil de la magistrature, conformément à la législation spéciale.

² Elles fournissent à cette autorité un rapport annuel d'activité et tout renseignement utile à l'accomplissement de sa fonction.

Art. 96 Compétences du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat exerce, par rapport aux autorités judiciaires, les compétences de gestion qui lui sont attribuées par la loi, notamment en matière de finances et de personnel.

Art. 97 al. 2

Abrogé

Art. 22 c) Loi sur le Ministère public

La loi du 11 février 1873 sur le Ministère public (RSF 122.4.1) est modifiée comme il suit:

Art. 4

¹ Le Ministère public est placé sous la surveillance du Conseil de la magistrature, conformément à la législation spéciale.

² Il fournit à cette autorité un rapport annuel d'activité et tout renseignement utile à l'accomplissement de sa fonction.

Art. 94 II. Aufgaben des Kantonsgerichts

¹ Das Kantonsgericht sorgt für eine zweckmässige Organisation und Geschäftsführung der Gerichtsbehörden.

² Es erlässt zu diesem Zweck entsprechende Reglemente und Weisungen, erteilt Instruktionen und trifft alle notwendigen Massnahmen.

³ Es kann von den Gerichtsbehörden alle zur Ausübung seiner Tätigkeit notwendigen Informationen verlangen und Kontrollen vornehmen.

⁴ Es informiert den Justizrat über Zustände und Vorkommnisse, die ein Eingreifen dieser Behörde oder des Grossen Rates erfordern könnten. Es erstattet ihm jährlich Bericht.

Art. 95 II^{bis}. Aufsicht

¹ Die Gerichtsbehörden unterstehen der Aufsicht des Justizrats; die Einzelheiten werden in der Spezialgesetzgebung geregelt.

² Sie erstatten dieser Behörde einen jährlichen Tätigkeitsbericht und liefern ihr alle zur Ausübung ihrer Tätigkeit notwendigen Informationen.

Art. 96 Befugnisse des Staatsrates

Der Staatsrat übt gegenüber den Gerichtsbehörden die Befugnisse aus, die das Gesetz in seine Zuständigkeit legt, namentlich im Bereich der Finanz- und der Personalverwaltung.

Art. 97 Abs. 2

Aufgehoben

Art. 22 c) Gesetz über die Staatsanwaltschaft

Das Gesetz vom 11. Februar 1873 über die Staatsanwaltschaft (SGF 122.4.1) wird wie folgt geändert:

Art. 4

¹ Die Staatsanwaltschaft untersteht der Aufsicht des Justizrats; die Einzelheiten werden in der Spezialgesetzgebung geregelt.

² Sie unterbreitet dem Justizrat alljährlich einen Tätigkeitsbericht und erteilt ihm alle Auskünfte, die ihm zur Wahrnehmung seiner Aufgaben dienlich sein können.

Art. 20 et 21

Abrogés

Art. 23 Entrée en vigueur

¹ La présente loi entre en vigueur le 1^{er} juillet 2007.

² Toutefois, les dispositions concernant l'élection des membres du Conseil de la magistrature (art. 18 et 19) entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2007; celles qui concernent la surveillance du pouvoir judiciaire et du Ministère public (art. 3 al. 1, 4 à 8, 20 et 21) le 1^{er} janvier 2008.

Art. 20 und 21

Aufgehoben

Art. 23 Inkrafttreten

¹ Dieses Gesetz tritt am 1. Juli 2007 in Kraft.

² Die Bestimmungen über die Wahl der Mitglieder des Justizrates (Art. 18 und 19) treten jedoch am 1. Januar 2007, diejenigen über die Aufsicht über die Gerichtsbehörden und die Staatsanwaltschaft (Art. 3 Abs. 1, 4–8, 20 und 21) am 1. Januar 2008 in Kraft.